

## Billet d'humeur du Secrétaire Général

Décembre 2017

### Année 2017 : quel bilan devons-nous tirer !

#### "Il n'y a pas de réforme durable sans un dialogue social assumé" FH

De cette année folle, imprévisible, après l'arrivée d'Emmanuel MACRON à l'Elysée, je tire deux conclusions.

**Sur le plan politique**, après l'euphorie électorale des supporters du Président de la République, la crise démocratique est loin d'être réglée. Elle est insidieuse et nourrit la défiance vis-à-vis d'un monde politique déconnecté du quotidien des français. Mais plus grave encore, c'est le non respect des promesses électorales.

A l'occasion du CTM du 9 novembre 2017, j'ai dû élever la voix devant Stéphane TRAVERT lorsque je lui ai rappelé que le Président de la République avait renié sa promesse électorale dans un courrier adressé le 17 avril 2017 aux fonctionnaires " *je veux pour vous plus de reconnaissance et davantage de perspectives de carrière. La reconnaissance, c'est d'abord une plus juste rémunération. J'augmenterai votre pouvoir d'achat, comme celui des salariés des entreprises: vous payerez moins de cotisations et votre salaire net sera augmenté d'autant*". De même, bien qu'ayant fait partie du Gouvernement VALLS, Emmanuel MACRON se renie en reportant d'un an la mise en œuvre du PPCR (accord salarial de la Fonction Publique signé par l'UNSA).

Ce reniement met, en même temps, en porte à faux les organisations syndicales signataires dont l'UNSA .

J'en déduis que le Président de la République n'a pas confiance dans la démocratie sociale. Sa conception du pouvoir est autoritaire et verticale. C'est un centralisme technocratique dont la vigie est Bercy, qui veut neutraliser tous les relais de la démocratie sociale représentée par les organisations sociales considérées comme des obstacles, vestiges du passé.

**Côté syndical**, la situation n'est guère brillante. Fini le temps où l'on cherchait des convergences qui s'appuyaient sur la doctrine "du syndicalisme rassemblé" que nous avons connu à l'occasion du conflit social de décembre 95 contre la réforme des retraites conduite par l'ancien Premier Ministre Alain JUPPE sous le quinquennat de Jacques CHIRAC.

Il faut se rendre à l'évidence. Le paysage syndical est éclaté, clivé. Avec le raidissement de la CGT et le grand écart de FO entre "retenez moi ou je fais un malheur" et son ralliement à un réformisme de façade lorsque celle-ci, **non signataire de l'accord salarial Fonction Publique, réclame sa mise en œuvre lors du CTM du 9 novembre 2017**. Il y a de quoi perdre son latin.

Mais après tout, libre à chacun de mener sa stratégie syndicale. Ces divisions syndicales entre contestataires et réformistes donnent ainsi le champ libre à l'exécutif. Ce fut le cas avec les ordonnances sur le travail.

Pour autant, à l'UNSA, nous resterons fidèles à notre principe "**l'UNSA n'est ni une organisation syndicale complaisante, ni une organisation syndicale d'opposition systématique**", qui sera notre fil conducteur tout au long de l'année 2018 consacrée à la consultation générale des personnels appelés à renouveler les instances de concertation locales et ministérielles.

Il faut s'y préparer dès maintenant et je compte sur vous toutes et tous car sans votre implication, nous ne pouvons pas exister et vous défendre.

Je souhaite à vous toutes et tous de bonnes fêtes de fin d'année .

Philippe COSTA